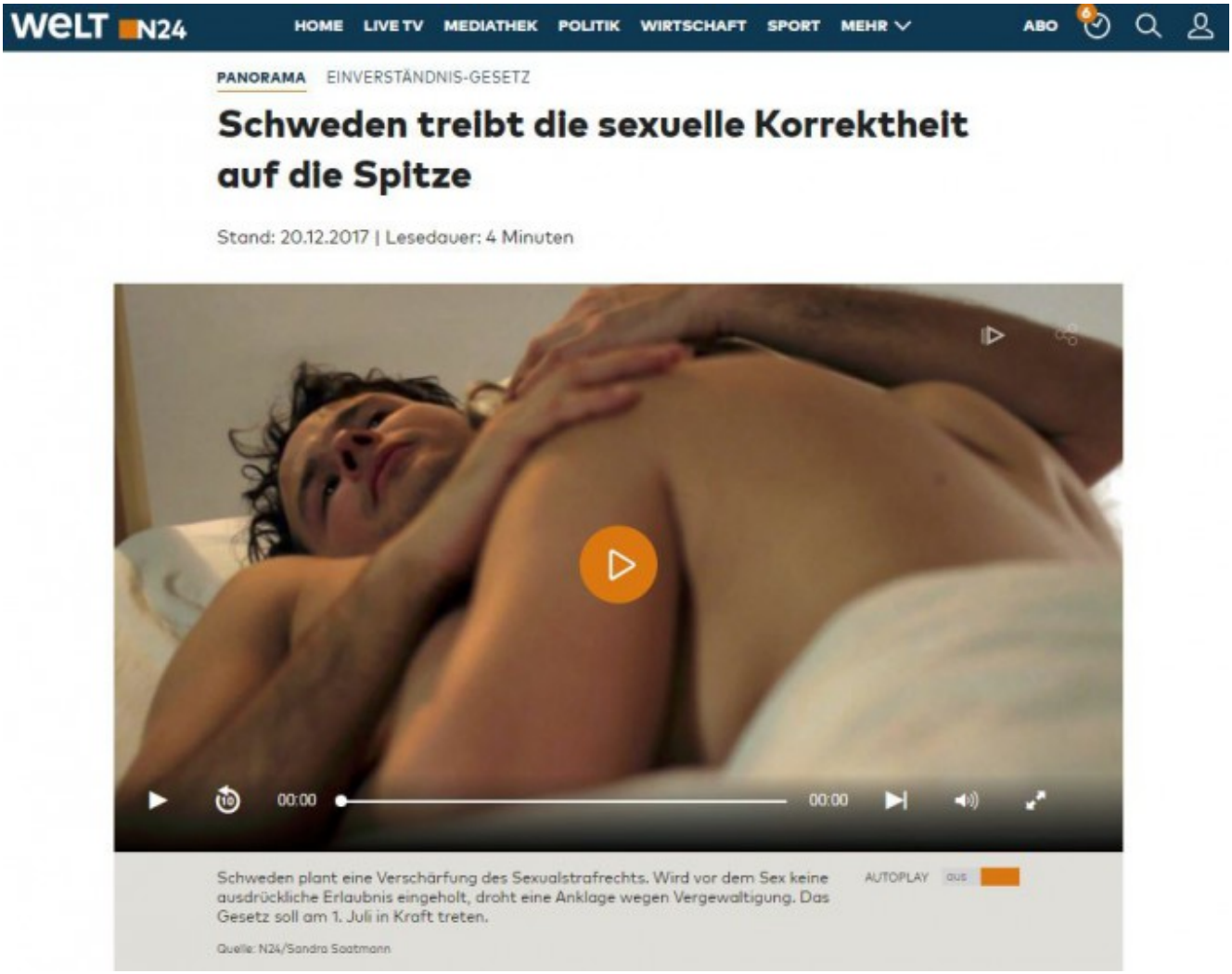
Les Suédois accusés de viol devront prouver le consentement sexuel “explicite” selon une future loi (MAJ: erreur des médias)

22/12/2017 à 16h08

MAJ 22/12/2017

Les Suédois devront-ils demander l’autorisation écrite à leur partenaire sexuel avant de faire l’amour ? A en croire certains médias allemands, c’était ce qui menaçait le pays scandinave, qui vient de décider d’une nouvelle loi sur le consentement sexuel. Sauf que les médias allemands se sont surtout emballés sur la question… avant d’être rappelés à l’ordre par le “Gorafi” allemand.

Quand la satire donne des leçons de journalisme. Le *Gorafi* allemand, *Der Postillon*, vient de passer deux jours en campagne contre les médias allemands, à qui il reproche la diffusion d’une information déformée. Tout commence le 19 décembre : plusieurs articles sont publiés dans la presse locale, puis nationale, sur une nouvelle loi votée en Suède. La loi, intitulée “*loi de consentement*” redéfinit le moment à partir duquel une relation sexuelle peut être considérée comme un viol.



Un thème qui a inspiré plus d'un média allemand. A commencer par des quotidiens locaux : l'Augsburger Allgemeine, la Rheinische Post, la Neue Osnabrücker Zeitung… la plupart se reposent sur l'article d'un correspondant en Suède. Outre les médias locaux, l'information s'est hissée dans le tabloïd Bild, qui titre "Avant le coït, il faut que les deux disent oui. La Suède introduit l'autorisation de sexe". Mais aussi sur le compte Twitter du JT de la chaîne publique ZDF, qui reprend une citation du premier ministre suédois et explique que "la Suède veut inscrire dans la loi qu'il faut désormais demander activement l'autorisation pour une relation sexuelle – sans quoi on risque une condamnation pour viol".

ZDF heute @ZDFheute · 19 déc.

#Schweden will per Gesetz festlegen, dass man künftig aktiv um Erlaubnis für Geschlechtsverkehr bitten muss – sonst droht eine Verurteilung wegen Vergewaltigung.

À l'origine en allemand



86 55 196

(…)

ArrêtSurImages

20/12/2017

Les adultes suédois pourraient être condamnés pour viol s'ils ne reçoivent pas un signe verbal ou non verbal du consentement de leur partenaire à chaque étape de leur relation sexuelle,

conformément à une nouvelle loi qui entrera en vigueur l'année prochaine.

"Ça devrait être évident. Le sexe devrait être volontaire. Si ce n'est pas volontaire, alors c'est illégal ", a déclaré le Premier ministre Stefan Lofven, qui dirige une coalition de centre-gauche, lors d'une présentation à Stockholm. "Si vous n'êtes pas sûr, alors abstenez-vous!"

Comme pour d'autres initiatives du type "Oui signifie Oui", à tout procès, il incombera désormais aux accusés de viol de prouver que leurs actes ont été approuvés par leur partenaire, plutôt qu'à l'accusatrice ou l'accusateur de prouver qu'elle ou il n'a pas consenti – ce qui, selon Lofven, "mettra les intérêts des victimes au premier plan".

Aux côtés du Premier ministre, le ministre de la Justice Morgan Johansson a déclaré que **la frontière sur ce qui constitue une preuve suffisante de consentement sera décidée au cas par cas**, mais il a ajouté qu'il "s'attend à ce que le nombre de condamnations pour viol augmente".

Johansson a déclaré publiquement que la loi, qui devrait être appliquée à partir de juillet 2018, a été lancée comme **un "signal aux hommes et aux garçons suédois".**

"Pour mettre fin à la violence des hommes contre les femmes, ce sont les hommes qui doivent changer", a déclaré Johansson, qui a alloué quelques **120 millions de dollars de fonds supplémentaires** à la police pour lutter contre les crimes sexuels l'an prochain.

D'autres mesures législatives qui font partie du train de mesures introduiront des peines de prison plus sévères pour le viol, ainsi qu'une notion de viol et d'abus sexuel "par négligence". Dans de tels cas, les auteurs peuvent être accusés de viol **même s'ils n'ont pas explicitement contraint leur victime**, ce qui est la norme pour la loi existante sur les abus sexuels.

“C’est un nouveau chapitre de l’histoire de l’égalité des sexes en Suède. Nous avons pu voir avec le mouvement #metoo que cela était bien nécessaire a dit la vice-première ministre Isabella Lovin qui avait participé à l’initiative, se référant au mouvement sur les médias sociaux déclenché par les allégations contre le producteur hollywoodien Harvey Weinstein.

#metoo est supposé être la cause de la hausse de signalements de crimes sexuels qui a augmenté d’un tiers par rapport à la même période l’an dernier. Plus des deux tiers des Suédois interrogés ont déclaré aux enquêteurs qu’ils avaient discuté des questions soulevées par le scandale, soit chez eux, soit avec leurs collègues et partenaires.

Bien que le consentement affirmatif ait été mis en œuvre dans plusieurs États des États-Unis en ce qui concerne les campus universitaires et les écoles, **la Suède va devenir le premier pays à en faire une loi universelle. Le Danemark avait rejeté une proposition similaire.**

Alors qu’**il est peu probable qu’elle rencontre une résistance au parlement**, la secrétaire générale de l’Association du barreau suédois, Anne Ramberg, a critiqué cette loi “populiste”, affirmant qu’elle pourrait être “en déphasage avec la réalité” et “répressive”, ce qui conduirait à emprisonner des innocents sans pour autant avoir d’impact sur le nombre d’agressions sexuelles.

RT